

Les mots, élément clé de notre impuissance

En utilisant un langage et une définition des mots dont les dominants ont la maîtrise, nous participons activement au statu quo, au maintien d'un système social structurellement inégalitaire

L'utilisation des mots est un processus historique et social qui est intimement lié aux rapports de forces, de pouvoir et de domination qui existent à un moment donné dans un pays. En reprenant le langage choisi par le pouvoir, repris par les institutions et les médias d'État, nous orientons collectivement notre perception du réel selon le point de vue des dominants, c'est à dire le point de vue d'une infime minorité dont les privilèges et les pouvoirs de décision sont considérables comparés à ceux du citoyen ordinaire.

En répétant par exemple que nous, en France, nous vivons « **en démocratie** », surtout au regard de la situation dans d'autres pays, nous finissons par penser que notre modèle politique est acceptable, relativement juste. A force de ressasser dans les émissions de télé ou les dîners de famille que nous avons la chance de vivre dans le pays des droits de l'homme, modèle d'élections libres au suffrage universel, nous finissons par penser qu'il n'y a pas réellement lieu de s'inquiéter. Lorsqu'un discours est suffisamment répandu par la répétition et a été validé par tous les gouvernements depuis quarante ans, explique J. Généreux, il fini par former un langage entièrement « *clos* » car il s'impose tout seul, sans effort, de sorte que tout le monde le tient pour vrai¹.

Le plus inquiétant est que, la plupart du temps sans même en avoir conscience, nous pensons et répétons certains mots historiquement choisis par les dominants, comme des pensées réflexes, entièrement intériorisées. Reproduites et échangées avec notre entourage, elles finissent par former un cadre général de pensée collective que nous entretenons. En général nous ne prenons pas de recul par rapport à ce cadre. Celui-ci se consolide et aboutit à transformer l'information et donc la réalité que nous percevons. Car le langage, en tant que support pour décrire le monde, est aussi un outil privilégié des dominants pour mieux maîtriser l'information sur le réel, et au besoin, la déformer. Lorsque même les mots finissent par être conditionnés, nous n'avons plus la possibilité en tant que peuple d'avoir une emprise sur ce réel. Dès lors, pour décrire ou comprendre ce qui nous entoure (le quotidien, le travail, la consommation, la liberté, le pouvoir des uns sur les autres) nous utilisons des termes choisis et définis par d'autres que nous. Parcourons ici quelques-uns de ces mots dont la maîtrise nous échappe. Des mots dont le sens est désormais une arme au service de la

classe dominante. Des mots devenus l'un des instruments majeurs de notre propre soumission.

En France on est « libres », pas trop d'inquiétude à avoir de ce côté là

Comme pour la « démocratie », nous avons été habitué à revendiquer notre grande « **liberté** » sans prendre trop de recul dans notre quotidien. Notre perception nous fait nous sentir libres, surtout en comparaison avec d'autres pays ou d'autres époques. La liberté serait une norme sociale française relativement générale, parfois mise à mal sur des sujets très spécifiques certes, mais dont nous pouvons globalement jouir de manière évidente. Cette sensation générale de « liberté » est répétée à outrance par les dominants, tenants du libre marché capitaliste, de la libre entreprise, du libre choix du vote politique, de la liberté de manifester. C'est l'une des notions majeure que les défenseurs du système économique et politique en place ont appris à mettre en avant pour légitimer le bien fondé de leur modèle. Petit à petit le peuple intériorise ce mot comme un acquis, et, ce qui est plus grave encore, fini par ne plus être attentif aux mécanismes qui peuvent aujourd'hui mettre à mal notre liberté. Sûrs de nous, nous baissons la garde. C'est une des forces insidieuses des discours répétés auxquels nous nous conformons au fil des générations.

En réalité nous sommes libres mais toujours dans les limites que le modèle dominant a fixé pour nous : libres de choisir son travail, à condition qu'une bonne partie d'entre nous travaille comme main d'œuvre productive de la bourgeoisie ; libres de consommer, si nous consommons surtout les produits capitalistes ; libres d'apprendre, oui tant que nous apprenons dans le cadre d'une instruction qui prépare à s'adapter au marché de l'emploi ; libres de s'informer, si les médias les plus suivis sont la propriété privée de la classe dominante ; libres de s'engager dans des alternatives radicales et décroissantes, à conditions que celles-ci restent marginales et n'empêchent pas les dominants de conserver leur privilèges voire de récupérer une partie de ces alternatives.

Le modèle capitaliste met en avant le fait que nos choix s'élargissent (plus de nouveaux yaourts, plus de chaînes télé, plus de destinations de vacances, plus de couleurs personnalisées sur mes lunettes) ce qui impliquerait que notre liberté s'élargit aussi. Or, « *...il n'y a pas forcément coïncidence entre liberté et multiplicité de choix de choses à consommer* ». Tous les choix se font à l'intérieur du système, d'une « *zone de choix* » nous dit J. Ellul, et « *... ses choix porteront toujours sur des éléments seconds et jamais sur le phénomène global* »². Dès lors que le choix s'exerce dans un cadre délimité par d'autres, n'est-ce pas une illusion de choix ? Dès lors que les procédures qui ont contribué à l'élaboration de ce cadre sont en partie inconnues ou inaccessibles pour le peuple n'est-ce pas une illusion de liberté ? Si la liberté n'est bien sûr jamais absolue et reste un idéal vers lequel tendre, le regard exigeant que nous devons porter sur elle et sur sa définition nous permet en revanche de rester lucide sur les éléments qui la menacent, aujourd'hui encore.

Des mots adaptés à la modernité, des mots acceptables

Beaucoup d'autres mots sont orientés, détournés, accaparés par la minorité la plus riche et les gouvernants. Ces mots choisis par les dominants et leurs communicants néolibéraux pour faire l'apologie de leur modèle de société sont désormais volontairement connotés dans un sens positif. Ils tentent d'imposer des expressions flatteuses pour décrire la réalité. « **Croissance** », « **transition énergétique** », « **qualité produit** », « **évaluation du service** », « **ressources humaines** », sont autant de termes que nous utilisons nous aussi dans le langage courant, sans prêter attention aux réflexions et enjeux liés à leur mise en place. Notre quotidien est envahis par ces mots dans nos JT, nos entreprises, nos grandes surfaces, nos contrats de travail. Et nous finissons par oublier les autres mots permettant de décrire la violence et l'indécence d'une certaine réalité sociale. « *On nous a peu à peu supprimé tous les mots négatifs du vocabulaire qui nous permettaient de nommer négativement le capitalisme et donc de le penser négativement, et on nous les remplace par des mots positifs. A partir du moment où on n'a plus que de la pensée positive, on n'est plus en démocratie puisqu'on ne peut plus penser les contradictions du capitalisme. A partir du moment où on ne peut plus nommer quelqu'un un « exploité » mais qu'on est obligé de l'appeler un « défavorisé » cette personne n'est plus victime d'un « exploiteur », c'est juste quelqu'un qui n'a pas eu de chance* »³. Les exploités deviennent des « **exclus** », seuls responsables de leur mauvaise adaptation aux exigences sociales. On a finalement gommé purement et simplement l'idée de domination.

Les spécialistes des relations publiques savent également aujourd'hui que les populations ont appris à se méfier de la « propagande partisane », comme le montre G. Chamayou. « *A la persuasion à sens unique, détestable pratique du passé, on préfère à présent l'écoute réciproque, l'entente mutuelle, la communication relationnelle, empathique [...] une compréhension partagée entre les « parties prenantes* »⁴. S'il y a détournement de fonds par la classe dominante, en général on dira « **les affaires** » au lieu de dire la « corruption ». En utilisant ces tournures « *on individualise le problème, on évite de s'intéresser à l'aspect systémique de cette corruption et on oublie même que c'est de la corruption* »⁵. Le substantif permettra la modération : « **consultance, gouvernance...** » traitent des choses de façon désincarnée, avec un ton policé. Ainsi, « *on s'assure qu'un certain contenu reste tu à jamais* »⁶. On euphémise le mot capitalisme qui peut paraître rude, en « **économie de marché** », idée plus inoffensive qui ne suscite pas le rejet. L'euphémisation anesthésie notre pensée⁷. Le mot « ouvrier » sera remplacé par « **opérateur** », ce qui permet de réorienter l'ensemble de ses conditions d'exercice. Il n'est plus un individu qui « œuvre » en maîtrisant l'ensemble de son travail, mais un opérateur qui exécute des tâches préparées, anticipées,

calculées par d'autres que lui et au milieu d'une grande machinerie sur laquelle il n'a plus d'emprise.

Pour éviter de mettre en avant sa position très favorisée, la classe dominante n'utilisera pas le terme de « lutte des classes » car il traduit une réalité où se côtoient sur un même territoire des privilégiés et des pauvres. Le terme sera noyé dans de grandes « **catégories sociales** » et même « **CSP +** » ou « **CSP -** » (Catégorie Socio-Professionnelle). Mots que nous réutiliserons massivement également. « Je suis **cadre sup** », « **numéro 3** de la boîte ». « Je suis fonctionnaire de **catégorie C** ». Ainsi on n'a même plus besoin de dire les choses ; quelques lettres suffisent. La réalité a carrément disparue. « *Il n'y a plus de pauvres mais des gens **modestes**, des conditions **modestes**, des familles **modestes*** », nous dit E. Hazan⁸.

Les plus combatifs parmi le peuple, ceux qui défendront ardemment les conditions sociales des travailleurs, seront qualifiés de « **radicaux** ». Le problème est que le sens du mot est encore une fois détourné. Radical provient du latin *radix* signifiant la racine d'une chose. Un mouvement radical s'intéresse donc aux fondements mêmes, aux causes originelles. « *Par un curieux glissement sémantique, l'étiquette de « radical » est aujourd'hui utilisée pour disqualifier un adversaire trop encombrant. Le désigné radical se voit, de facto, exclu du cercle restreint des opinions convenables* »⁹. Dès lors, « **la radicalité** », comme « **l'anarchisme** », deux postures de lutte historiquement positives et proches des travailleurs, sont reléguées à l'état de vices, de travers, de procédés inquiétants de par le détournement de langage que la classe dominante leur a fait subir. Nous validons et reprenons malheureusement encore largement ces sabotages de sens dans nos conversations. Le peuple se trouve alors littéralement dépossédé des armes idéologiques susceptibles de l'aider à s'extraire de la domination structurelle.

Déconstruire les discours est un exercice permanent et hautement nécessaire si nous voulons avoir la main sur la description du réel avec nos propres mots, nos propres définitions, nos propres médias. Perdre la maîtrise sur ces mots en tant qu'outils privilégiés des échanges et des représentations du peuple aggrave notre impuissance. Si le langage nous échappe, la lutte collective et populaire face à un système dominant bien en place nous échappera également.

Guirec Le Meur, 20 janvier 2021

- 1 J. Généreux, *La déconomie*, Ed. du Seuil, 2016, p. 178.
- 2 J. Ellul, *Le système technicien*, Ed. Le Cherche Midi, 2012, ori. 1977, p. 333.
- 3 F. Lepage, « Cure de désintox contre la langue de bois », lemediatv.fr, 21 novembre 2018.
- 4 G. Chamayou, La société ingouvernable. *Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Ed. La Fabrique, 2018, p. 126.
- 5 Usul, Ouvrez les guillemets, « la corruption des élus : les français s'en foutent ? », 17 juin 2019.
- 6 A. Deneault, *La médiocratie*, Lux Editeur, 2015, p. 33.
- 7 J. Généreux, *Ib.*, p. 60.
- 8 E. Hazan, *LQR, La propagande du quotidien*, Ed. Raisons d'agir, 2006, p. 27.
- 9 Magazine Socialter, juin-juillet 2019, p. 20.